



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
Entrée le:

30 SEP. 2016

2436

Monsieur Mars Di Bartolomeo
Président de la
Chambre des Député-e-s
Luxembourg

Luxembourg, le 30 septembre 2016

Monsieur le Président,

Par la présente et conformément à notre règlement interne, nous nous permettons de poser une question parlementaire concernant le financement climatique à Madame la **Ministre de l'Environnement** et à Monsieur le **Ministre des Finances**.

Cette semaine, le Luxembourg a fait le tour des grands médias du monde pour avoir créée la première « Bourse verte », le *Luxembourg Green Exchange* (LGX). Il s'agit d'une plateforme d'échange spécifiquement dédiée aux émissions vertes, c'est-à-dire des fonds strictement conforme à des critères écologiques favorisant la lutte contre le réchauffement climatique. Avec cette initiative, le Luxembourg conforte son positionnement comme place de référence mondiale en matière de « Green finance » ou « Climate finance ». Par ailleurs, le lancement de LGX est un pas absolument indispensable pour mettre en musique l'accord climatique de Paris où le Luxembourg avait déjà joué un rôle important au niveau politique. Les efforts pour limiter le réchauffement climatique nécessiteront un besoin énorme de financement.

Au *Luxembourg Green Exchange*, toute une palette d'activités et notamment aussi l'énergie nucléaire, ne seront pas admises. LGX jouera donc un rôle de « garant de qualité » en analysant et en filtrant tous les produits demandant une cotation en tant que titre « vert ». La réglementation imposera par ailleurs un *reporting* régulier, c.-à-d. la transparence sur l'évolution et l'impact climatique de l'activité financée.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre des Finances :

1. Existe-il actuellement d'autres projets dans le domaine du financement climatique sur la place financière luxembourgeoise, éventuellement supportés par le Ministère de l'Environnement et/ou le Ministère des Finances ?
2. Comment Madame et Monsieur les Ministres, anticipent-ils le futur de la place financière « verte » au Luxembourg ? Est-ce qu'il existe une stratégie politique ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations les meilleures.

Viviane Loschetter
Présidente du groupe parlementaire

Henri Kox
Député



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Département de l'environnement

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
Entrée le :

07 NOV. 2016

Luxembourg, le 7 NOV. 2016

Service central de législation

Monsieur Fernand Etgen

Ministre aux Relations avec le Parlement

Objet : Question parlementaire n°2436

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer en annexe la réponse à la question parlementaire n°2436 des honorables députés Madame Viviane Loschetter et Monsieur Henri Kox tout en vous priant de bien vouloir en assurer la transmission à Monsieur le Président de la Chambre des Députés.

Recevez, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

La Ministre de l'Environnement,


Carole Dieschbourg

Réponse commune de la Ministre de l'Environnement et du Ministre des Finances à la question parlementaire n°2436 des honorables députés Madame Viviane Loschetter et Monsieur Henri Kox

En réponse à la question parlementaire n°2436 des honorables députés Madame Viviane Loschetter et Monsieur Henri Kox, nous avons l'honneur de vous communiquer les informations reprises ci-après :

L'Accord de Paris, adopté le 12 décembre 2015, poursuit 3 objectifs majeurs :

- contenir le réchauffement climatique en-dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels, et poursuivre les efforts pour le limiter à 1,5°C ;
- renforcer les capacités d'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques, et promouvoir la résilience à ces changements ;
- rendre les flux financiers compatibles avec une trajectoire vers un développement à faible émission de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques.

Ainsi, à l'article 9 de l'Accord, il a été retenu que :

- les pays développés fournissent des ressources financières pour venir en aide aux pays en développement aux fins, tant de l'atténuation que de l'adaptation ;
- les pays développés devraient continuer de montrer la voie en mobilisant des moyens de financement de l'action climatique provenant d'un large éventail de sources, d'instruments et de filières, compte tenu du rôle notable que jouent les fonds publics, par le biais de diverses actions, notamment en appuyant des stratégies impulsées par les pays et en tenant compte des besoins et des priorités des pays en développement ;
- la fourniture de ressources financières accrues devrait viser à parvenir à un équilibre entre l'adaptation et l'atténuation.

Ces engagements sont précisés dans la Décision 1 -/CP.21 prise à la COP21 de Paris, qui :

- décide d'accroître de manière urgente et adéquate l'appui apporté par les pays développés en matière de ressources financières afin de rehausser le niveau d'ambition des mesures prises avant 2020 ;
- demande fermement aux pays développés d'amplifier leur aide financière, en suivant une feuille de route concrète afin d'atteindre l'objectif consistant à dégager ensemble 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 pour l'atténuation et l'adaptation.

Au cours des dernières décennies, le Grand-Duché de Luxembourg a livré une assistance financière et technique considérable pour soutenir les activités liées à la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement, avec un accent particulier sur les pays les moins développés et les petits Etats insulaires en développement.

En amont de la COP21, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg s'est engagé à continuer de soutenir l'action climatique dans les pays en développement par l'intermédiaire d'une contribution de 120 millions EUR entre 2014 et 2020. Ce montant

inclut une contribution annuelle de 5 millions EUR au Fonds Vert pour le Climat (« Green Climate Fund [GCF] »), représentant une contribution d'environ 10 EUR/capita/an et un total de 35 millions EUR. Ces fonds sont nouveaux et additionnels à l'aide publique au développement (APD).

Le financement climatique international constitue une des priorités de la politique gouvernementale du Luxembourg. Des cibles ambitieuses y relatives ont été définies lors de la COP21 à Paris. Il s'est avéré que des investissements publics seront à eux seuls insuffisants et qu'il était nécessaire que les investissements publics constituent un effet de levier pour d'autres sources de financement provenant notamment du secteur privé.

L'objectif stratégique du Gouvernement est de faciliter et de sécuriser rapidement et à long terme, un financement climatique durable pour une action climatique efficace. Ainsi le Gouvernement promeut les efforts visant à établir le Luxembourg comme centre international de la finance climatique en créant un éco-système exemplaire pour une finance climatique compétitive au niveau international.

Dans ce contexte, une « Climate Finance Task Force » (CFTF) a été convoquée début 2015, dans un format informel et interdisciplinaire, réunissant des représentants du secteur public et du secteur financier privé, avec le double objectif stratégique de contribuer significativement à la lutte internationale contre le changement climatique et de conseiller le Gouvernement sur les moyens d'établir le Luxembourg comme Centre international du financement climatique.

Les travaux initiaux de la CFTF visaient à sensibiliser les partenaires du secteur privé au défi du financement climatique (16,5 trillions de dollars nécessaires au cours des 15 prochaines années) et aux possibilités économiques liées à des investissements dans des infrastructures économiquement viables, principalement dans le domaine de la production d'énergies renouvelables. Les travaux ont notamment porté sur la faisabilité :

- de créer une plateforme conjointe Luxembourg / BEI pour le Financement Climatique ;
- de mettre en place un accélérateur pour la domiciliation de nouveaux fonds d'investissement innovateurs et l'établissement de gestionnaires de fonds spécialisés dans le domaine de l'action climatique à Luxembourg ;
- de définir un label Financement Climatique pour fonds d'investissement et pour obligations «vertes».

La promotion de la cotation d'obligations vertes (« Green bonds ») à la Bourse de Luxembourg, l'examen du cadre légal et réglementaire en vue d'identifier d'éventuels obstacles au développement de la finance climatique et de les éliminer sont d'autres sujets sur lesquels s'est penchée la CFTF.

Les réflexions de la CFTF se sont d'ores et déjà concrétisées par des actions tangibles:

- Signature le 20 octobre dernier d'un accord entre le Gouvernement et la Banque Européenne d'Investissement visant à mettre en place une plateforme conjointe dédiée au financement climatique (« LU-EIB Climate Finance Platform »). L'objectif

de cette initiative commune sera d'un côté, de financer des projets d'investissement innovants à fort impact dans la lutte contre le changement climatique dans et hors de l'Union européenne, et de l'autre côté, d'accroître l'effet de levier sur les investissements du secteur privé en atténuant les risques financiers des partenaires privés investissant dans l'action climatique innovante. Le Ministère des Finances et le Ministère du Développement durable et des infrastructures investiront €30 sur une durée de trois ans (€15 millions par ministère). L'investissement sera supplémenté par la BEI.

- Lancement, le 23 septembre dernier, du « LuxFlag Climate Finance Label ». L'objectif est d'octroyer un label officiel à des fonds investissant dans l'action climatique tout en respectant des critères bien définis. Le Gouvernement a été activement impliqué dans l'élaboration de ces critères. Ce label vient s'ajouter aux labels déjà lancés par l'agence LuxFlag depuis 2006 ; le label microfinance, le label environnement et le label ESG délivré à des fonds répondant à des critères concernant le respect d'objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance.

Lancement le 27 septembre dernier par la Bourse de Luxembourg de la première plateforme au monde entièrement dédiée aux instruments financiers verts (« Luxembourg Green Exchange »). Il s'agit ici d'un projet « précurseur » destiné à promouvoir le rôle du Luxembourg dans la finance verte. La Bourse de Luxembourg est déjà leader mondial en matière de « green bonds » avec plus de 100 « green bonds » cotées.

Plus de 220 fonds d'investissement climat/énergie sont domiciliés au Luxembourg. En tant que plateforme mondiale de la finance et aspirant à augmenter ses capacités en technologies vertes, le Luxembourg cherche à apporter ses compétences et capacités spécifiques dans le but d'améliorer et produire un effet de levier pour l'investissement et l'engagement du secteur privé dans la lutte contre le changement climatique, de faciliter le transfert de technologie, et partager son expérience avec la gouvernance horizontale et l'engagement actif entre le gouvernement local et la société civile.